

HARAMATA

The title 'HARAMATA' is rendered in a large, bold, black, stylized font. The letters are interconnected and have a slightly irregular, hand-drawn appearance. To the left of the first few letters, there is a silhouette of a person riding a camel. To the right of the last few letters, there is a silhouette of a caravan of camels with riders.

No. 40, décembre 2001



**Zones arides :
pour aller
plus loin**

pages 12-14



DANS CE NUMERO

No. 40 décembre 2001

-  **INFOS** 3
Un climat plus chaud • Pourparlers commerciaux •
Vision pour 2020 • L'Afrique face au « TRIPS »
-  **PROFILE** 6
Réussir la décentralisation
-  **RECHERCHE : ORDRE DU JOUR** 8
Migration et développement • Contre nature •
Evaluation rapide des pâturages • Défense
du nomadisme pastoral • Un Sahel plus
vert ? • Bon sens face à la malaria
-  **ARTICLE** 12
Zones arides : pour aller plus loin
-  **QUESTIONS FONCIERES** 15
Autodétermination pastorale • Nouveau
programme sur les droits fonciers
pastoraux • Quel statut pour les droits des
autochtones ? • Réforme trop lente
-  **PROGRAMMES ET DEBATS** 19
L'agriculture familiale a-t-elle un avenir en
Afrique de l'Ouest ?

LIVRES 22 • RESSOURCES 26

Couverture : Enfants du nord du Mali allant collecter de l'eau.
Photo : Ced Hesse.

Editorial

*L*a promesse d'un avenir meilleur à l'aube de ce nouveau millénaire semble lourdement remise en question. Les terribles événements du 11 septembre et les actions militaires qui ont suivi, ont montré combien les liens sont étroits entre les nations du monde entier. On disait autrefois que le battement d'aile d'un papillon en Chine pouvait provoquer une tornade à l'autre bout du globe. Nous pouvons constater d'après le nouveau rapport sur le changement climatique, comment nos actions affectent les tendances météorologiques de la planète. Ce rapport prévoit que le continent africain souffrira de façon significative de ces changements et ne disposera que d'une capacité limitée pour s'y adapter. Maintenant que nous savons comment et pourquoi les changements climatiques ont lieu, nous devons changer de conduite, en particulier dans le Nord où les niveaux de consommation pendant plusieurs siècles ont mené à la lourde quantité de CO₂ présente dans notre atmosphère. L'ignorance n'est désormais plus une bonne excuse.

La question du commerce a aussi dominé la majeure partie de l'année 2001 dans l'attente de la nouvelle série de négociations de l'OMC. Le commerce a une importance considérable pour tous les pays; il est donc crucial qu'il soit régi par des règles transparentes et équitables. Les pays en développement doivent pouvoir bénéficier d'un accès croissant aux marchés des pays riches. Ceux-ci semblent cependant toujours parvenir à manipuler les règles de manière à satisfaire leurs intérêts. Toujours prêts à imposer des conditions rigoureuses à leurs voisins plus pauvres, ils sont néanmoins les premiers à réclamer une protection spéciale lorsque leurs producteurs sont concernés.

Action collective, respect mutuel, recherche d'un consensus dans les prises de décisions – ces principes fondamentaux doivent servir de base à la manière dont nous gouvernons le monde. Certes contraignants pour la poursuite des intérêts individuels, ils conditionnent cependant la protection que nous devrions offrir à tous les membres de ce monde.

Un climat plus chaud

Le groupe international de scientifiques qui étudient le climat mondial (IPCC) a récemment publié son 3^e rapport d'évaluation. Ces rapports ont eu une influence considérable grâce à l'information qu'ils ont apportée au débat sur les changements climatiques. Un résumé désormais disponible décrit le système climatique, son évolution projetée ainsi que les incertitudes associées à ces prédictions multiples.

Les données du climat montrent une nette augmentation de la température, les années 1990 étant la décennie la plus chaude enregistrée à ce jour. Les augmentations des températures nocturnes ont été particulièrement marquées, conduisant à des périodes de gel plus courtes, une diminution de 10% de la couverture neigeuse depuis les années 1960, et un recul étendu des glaciers. Une élévation de 10 à 20 cm du niveau de la mer a également accompagné tous ces changements.

Les niveaux de CO₂ ont augmenté de plus de 30% depuis 1750, un taux d'augmentation sans précédent durant les 20.000 dernières années. Les trois quarts sont très probablement dus à la combustion des combustibles fossiles, tandis que le quart restant est le résultat des changements d'utilisation de la terre, en particulier de la déforestation. Même si nous parvenons à réduire les émissions de CO₂, leur impact prolongé perdurera dans l'atmosphère pendant plusieurs décennies.

L'Afrique est tout particulièrement vulnérable aux changements climatiques et à leurs effets sur la disponibilité en eau, la production alimentaire, la santé humaine, et la désertification. De grandes inquiétudes existent en particulier pour les zones côtières très souvent fortement peuplées, qui sont fragilisées à la fois par la montée des eaux maritimes et les changements possibles des courants océaniques et des stocks de poissons. Etant donné la grande dépendance en énergie hydroélectrique et les bas niveaux actuels des réservoirs en eau, le rapport prévoit de sérieux problèmes concernant l'approvisionnement en électricité. Ce rapport reconnaît également que les changements de

températures auront de nombreux effets secondaires négatifs tels que des risques accrus d'inondation, de sécheresse, et d'épidémies véhiculées par l'eau.

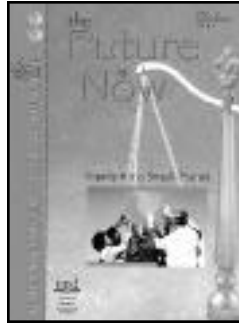
Le rapport note aussi quelques sources d'espoir puisque de nouvelles opportunités pourraient résulter de ces changements climatiques. Le transfert de technologie, les puits de carbone, et la coopération régionale pourraient constituer des moyens efficaces pour faire face à ces changements climatiques. Un meilleur accès aux marchés internationaux pourrait également contribuer à aider les économies à se diversifier dans de nouvelles activités, ce qui pourrait augmenter la sécurité alimentaire. De façon générale, le tableau est cependant sombre et incertain. La diversité des climats africains, la forte variabilité des précipitations et le manque de données rendent les prévisions détaillées de ce qu'il risque de se passer difficiles à effectuer. Néanmoins, il apparaît évident que les gouvernements doivent tenir compte du changement climatique dans toute analyse politique future.

Pour plus de détails contactez le IPCC (Fax: +41.22.730.8025. Courriel : ipcc_sec@gateway.wmo.ch) ou visitez leur site Internet à partir duquel les rapports peuvent être téléchargés : www.ipcc.ch/

Pourparlers commerciaux

La réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Doha à la mi-novembre 2001 a été la première d'une longue série de négociations entre pays riches et pays pauvres au sujet des règles du commerce mondial. L'attention fut en particulier focalisée sur les échanges agricoles. Les pays plus pauvres désirent accéder aux marchés des pays plus riches et vendre une gamme variée de denrées, telles que les graines oléagineuses, le sucre, les fruits et légumes. Ils voudraient également que les subventions versées aux agriculteurs dans le Nord cessent sachant qu'elles affectent la compétition avec leurs propres produits, et encourageant la surproduction dans les pays développés qui conduit au *dumping* des surplus sur les marchés dans le monde.

Lors des négociations commerciales précédentes, de nombreux pays pauvres se sont plaints amèrement de n'avoir que peu l'occasion de faire entendre leur voix. Une partie de ces critiques a été prise en compte par l'OMC et des mesures sont prévues dans les pays en développement afin de permettre aux négociateurs commerciaux d'être mieux préparés. La réunion de Doha a également suivi un processus de discussion et de prise de décision plus interactif que lors des occasions précédentes. Néanmoins, de nombreux



délégués africains disent subir un processus d'intimidation de la part des pays plus riches, qui menacent de retirer leur aide financière ainsi que l'allègement de la dette si leurs gouvernements ne suivent pas le groupe des quatre nations (Etats-Unis, Japon, Union Européenne et Canada).

Est-il réaliste d'espérer une gouvernance mondiale plus juste où les voix de toutes les nations seraient prises en compte, quelque soit leur pouvoir commercial ou militaire ? Avant la chute du mur de Berlin en 1989, un système plus équilibré était en vigueur, avec des modèles économiques et politiques plus variés. Dans l'état de crise actuel, notre architecture mondiale a besoin d'une nouvelle image afin de pouvoir protéger tous les habitants de cette planète des dangers et des situations extrêmes. Des intérêts d'ordre éthique devraient modérer la fermeté inflexible des partisans du marché. L'exclusion et la marginalisation ne font que créer une situation de désespoir et un fort sentiment d'injustice.

Les changements doivent être plus que superficiels – l'Accord sur lequel l'OMC repose (*Preamble to the Agreement*), engage l'organisation à conduire une libéralisation du commerce cohérente avec pour objectif le développement durable. En pratique, cela a peu d'impact sur la manière dont l'institution fonctionne ou sur les valeurs qu'elle soutient. En 2002, le Sommet mondial sur le développement durable et la Conférence des Nations Unies sur le financement pour le

développement présentent une occasion d'examiner nos institutions mondiales et reformuler leur structure de façon à mieux prendre en compte les besoins des pauvres.

Le programme de l'IED sur le Sommet mondial pour le développement durable a récemment publié le second ouvrage de la série, intitulé The Future is Now. Pour obtenir un exemplaire, veuillez contacter Tom Bigg. Courriel : wssd@iied.org. Fax : +44.207.388.2826. Sites Internet : www.iied.org/wssd et www.wto.org

Vision pour 2020

Une conférence majeure a eu lieu à Bonn, du 4 au 6 septembre, afin d'examiner les perspectives de la sécurité alimentaire dans le monde, en vue du Sommet mondial sur l'alimentation de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA), prévu en 2002. Organisée par l'Institut international de la recherche sur la politique alimentaire (IFPRI), cette conférence a réuni plusieurs centaines de personnes pour discuter des défis majeurs et de la famine dans le monde à l'horizon 2020, ainsi que des mesures devant être prises immédiatement par les gouvernements pour éviter que la pauvreté et la malnutrition ne s'aggravent.

L'IFPRI a commencé son exercice de « prévision » 20-20 en 1993. Il a depuis publié de nombreux documents présentant les conclusions du débat sur la sécurité alimentaire dans le monde et un modèle quantitatif capable de tester divers scénarios concernant les augmentations de la production alimentaire, les changements des modèles commerciaux, ainsi que l'accès à la nourriture. Bien que de nombreux facteurs contribuent à la lente amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays les plus pauvres, l'IFPRI maintient que le manque de volonté politique de la part des gouvernements à donner priorité à l'élimination de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition a beaucoup contribué au bilan actuel. Le manque d'accès aux biens productifs tels que la terre favorise la pauvreté, tout comme la pénurie d'intrants agricoles, et l'accès limité aux technologies adaptées et aux marchés.

Pour les 20 prochaines années, la population urbaine des pays en développement a de fortes chances de doubler, exerçant ainsi des pressions supplémentaires sur la disponibilité alimentaire. Bien que l'agriculture urbaine et péri-urbaine puissent fournir une source significative de nourriture, il existe des problèmes liés à la contamination des sols et de l'eau dans les zones urbaines. L'urbanisation et la croissance des revenus génèrent eux aussi des changements significatifs dans les régimes alimentaires. Le VIH et le SIDA affecteront aussi les systèmes agricoles et l'approvisionnement en nourriture, en Afrique comme dans beaucoup d'autres parties du monde en développement. L'IFPRI nous dépeint donc un futur très incertain et difficile.

Pour plus d'informations sur la vision de 2020, contactez Rajul Pandya-Lorch, IFPRI. Fax : +1.202.467.4439. Courriel : R.Pandya-Lorch@cgiar.org

L'Afrique face au « TRIPS »

Le Groupe de travail sur la politique commerciale (ATPWG) a lancé une initiative pour soutenir les droits des agriculteurs africains. Les tendances actuelles des régulations du commerce mondial placent les petits agriculteurs en Afrique – et dans les autres pays en développement en général – dans une situation où ils risquent de perdre le contrôle des semences, cultures, et autres ressources agricoles au profit des intérêts économiques internationaux.

Conjointement avec son approche orientée vers le marché, les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) visent à donner aux multinationales l'accès aux économies des pays en développement, donnant aux corporations étrangères les mêmes droits et privilèges qu'aux entreprises et citoyens locaux, et soutenant la privatisation des ressources naturelles. Ainsi l'Accord sur la propriété intellectuelle (TRIPS en anglais), permet de breveter les semences, les plantes ou les animaux ainsi que les fonctions que ceux-ci remplissent.

L'Afrique est désormais en tête lorsqu'il s'agit du refus de céder le contrôle de ses ressources biologiques et agricoles par le biais de la

privatisation, comme illustré par le travail du Groupe africain à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a développé « ...une législation cadre... pour la protection des droits des communautés locales, des agriculteurs et des éleveurs, et pour la régulation de l'accès aux ressources biologiques ». Cette législation vise en particulier le gouvernement des Etats-Unis afin que la politique commerciale américaine et l'OMC soutiennent les intérêts des petites exploitations agricoles du continent africain. L'OUA conseille aux gouvernements africains d'inclure cette législation cadre dans leur législation nationale.

Ses principes fondamentaux sont les suivants :

- reconnaissance des droits des communautés locales sur leurs ressources biologiques, connaissances et technologies traditionnelles, considérées comme étant de nature collective. Ce droit collectif est prioritaire sur les droits des individus ou des entreprises ;
- les états africains et les populations locales ont le droit d'assurer la conservation, l'évaluation et l'utilisation durable de leurs ressources biologiques, connaissances et technologies ainsi que d'en contrôler l'accès ;
- les communautés locales ont le droit inaliénable d'accéder, d'utiliser, d'échanger ou de partager leurs ressources biologiques pour soutenir leurs modes de vie selon leurs normes et pratiques coutumières ;
- les états africains et leurs populations ont le droit de protéger les droits des agriculteurs et ceux de la propriété intellectuelle de la communauté concernant les ressources biologiques d'après les normes et pratiques coutumières ;
- breveter toute forme de vie viole ces droits mêmes.

L'initiative a déjà reçu le soutien d'un certain nombre d'organisations de la société civile, nationales et internationales du monde entier. Pour appuyer la déclaration de soutien, envoyez un courriel (gri@afjn.org) ou un fax (+1.202.832.9051) ou visitez le site <http://afjn.cua.edu> pour plus d'informations.

Réussir la décentralisation

Ce titre ambitieux fait référence à un nouveau programme de recherche et de renforcement des capacités récemment entamé par le Programme Zones Arides de l'IIED. Il a pour principaux objectifs d'appuyer le processus de décentralisation actuellement en cours au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Niger, en vue de favoriser une gestion plus équitable, durable et efficace des ressources naturelles. Le programme vise à valoriser un vaste éventail d'initiatives en cours par le biais d'échanges et de mise en réseau, et d'activités spécifiques menées en partenariat avec ses collaborateurs ouest-africains.

Grâce au généreux financement assuré par les gouvernements danois et suédois, les premiers mois du programme ont été consacrés à une série de consultations, avec en particulier un atelier sous-régional sur la manière d'influencer le processus politique, ainsi que des ateliers nationaux dans chacun des quatre pays.

Le programme est structuré selon trois axes de travail. Le premier axe – *Renforcement des capacités locales* – s'appuie sur la vaste expérience de l'ONG sénégalaise ARED (*Associates for Research in Education and Development*) dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. Au cours des six dernières années, ARED a conçu et testé des supports de formation en langue pular sur divers thèmes qui apportent aux communautés locales les compétences et la confiance nécessaires pour participer de manière plus informée et efficace au processus de décentralisation au Sénégal. Dans le cadre du programme Réussir la Décentralisation, ARED se focalisera sur deux activités principales :

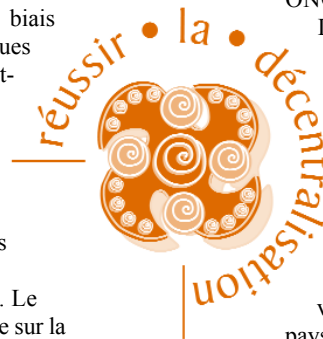
- mise au point de supports de formation spécifiques pour aider les communautés marginales (par exemple, les groupes pastoraux) à participer davantage aux processus ayant un impact sur leurs moyens d'existence ;

- développement d'un processus destiné à étendre ces méthodes à d'autres pays sahéliens.

Le deuxième axe de travail – *Renforcement des approches participatives* – s'appuie sur les travaux réalisés au cours des trois dernières années au Sénégal et au Burkina Faso concernant la création et le renforcement de groupes de réflexion visant à déterminer les entraves, au sein des organisations gouvernementales et des ONG, à la gestion participative des ressources naturelles.

Des groupes de réflexion, actifs au niveau local et régional, ont entamé des activités de recherche et de formation, tout en stimulant le dialogue et l'échange entre les divers acteurs travaillant à ces niveaux. De forts liens de collaboration se sont forgés avec des institutions impliquées dans la gestion participative des ressources naturelles et la décentralisation, afin de faciliter l'échange et l'apprentissage commun. Les activités spécifiques en cours incluent la mise en place de mécanismes visant à une participation accrue des organisations paysannes au processus de décentralisation, le développement des capacités de planification et de négociation des communautés locales afin de renforcer leur pouvoir d'influence sur les politiques, ainsi que la promotion d'une participation accrue des femmes aux prises de décisions locales. IIED Sahel coordonne cet axe de travail.

Enfin le troisième volet – *Information des politiques* – a été lancée dans le cadre de l'atelier sous-régional « *Renforcement des capacités dans l'analyse et l'influence des politiques de décentralisation et de gestion des ressources naturelles au Sahel* » tenu en novembre 2000 à Ouagadougou, Burkina Faso. Cet atelier a présenté les récents enseignements concernant l'élaboration des politiques en matière de décentralisation et de GRN, la façon d'influencer ces politiques, ainsi



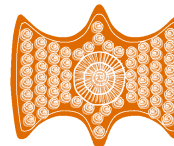
que les moyens d'accroître la représentation des groupes vulnérables dans les processus de prise de décisions. Des activités spécifiques ont ensuite été planifiées lors des ateliers consultatifs nationaux tenus dans chacun des quatre pays.

Les quatre pays présentent de nombreux points communs concernant les questions prioritaires identifiées, bien que le contexte et les opportunités s'offrant aux différents groupes soient évidemment assez variés. Parmi les thèmes communs, on compte:

- la dynamique politique entre les chefs coutumiers, les autres acteurs économiques d'importance et le processus de décentralisation ;
- la nécessité d'indicateurs pertinents afin de permettre aux populations locales de faire le suivi de la décentralisation ;
- le besoin de mieux comprendre la façon dont le processus politique fonctionne, afin d'identifier des manières d'informer et d'influencer la prise de décisions ;
- le manque de compatibilité entre les systèmes administratif, social, économique et environnemental, par exemple dans le cas de ressources en cogestion qui s'étendent sur plusieurs communes.

En outre, on a relevé le sentiment largement répandu que la législation relative à la décentralisation et la GRN ne permet pas aux populations de faire entendre leur voix et leurs opinions. Ainsi, la formulation des stratégies gouvernementales ne s'appuie guère sur les pratiques locales. Des groupes consultatifs ont été établis dans chaque pays afin de guider le choix des domaines prioritaires de travail et la coordination des activités. Chaque pays a désigné un « point focal » qui peut être contacté pour de plus amples informations. Enfin, le programme dispose d'un bulletin mensuel, *Seg Taaba*, publié par l'IIED Sahel.

Le programme Réussir la Décentralisation cherchant activement à collaborer avec d'autres acteurs, n'hésitez pas à vous adresser à l'un des points de contact répertoriés ci-après.



Burkina Faso

Groupe de Recherche Action sur le foncier, GRAF,
Zéneb Touré, 05 BP6022, Ouagadougou 05
Fax : +226 38 31 33.
Courriel : graf@liptinfor.bf

Commission Nationale de Décentralisation, CND,
Salam Yaméogo, 03 BP7027, Ouagadougou 03
Tél : +226 31 14 98/ 30 09 20.
Courriel : innocent.couliadiati@fasonet.bf

Mali

CEK Kalasaba, Modibo Keita
Rue 136, Porte 501, BP9014, Badalabougou,
Bamako
Fax : +223 23 84 13.
Courriel : cek@spider.toolnet.org

Niger

Réseau MARP, Hama Seyni, BP12003, Niamey
Tél : +227 73 44 73.
Courriel : hamarp@intnet.ne

Sénégal

IIED Sahel, Mamadou Bara Guèye/Awa Faly BA
Rue 6 X A, Point E, BP5579, Dakar
Fax : +221 824 44 13.
Courriel : iiedsen@sentoo.sn

ARED, Sonja Fagerberg-Diallo
Villa 8253, Sacré Cœur 1, BP10 737, Dakar
Fax : +221 824 70 97. Courriel : ared@enda.sn

Migration et développement

La région de Kayes au Mali occidental connaît de forts niveaux de migration depuis plusieurs générations. Jusqu'à 1960, les jeunes hommes se rendaient principalement dans les grandes villes côtières d'Afrique, telles que Dakar. Depuis, la France est devenue leur première destination. Dans les récentes années, la plupart des migrants prévoient un séjour à long terme, au lieu de travailler sur une saison et de rentrer dans leur lieu d'origine.

De nombreux migrants ont formé des associations en France qui regroupent des personnes provenant d'une même localité dans la région de Kayes. Avec l'arrivée de nombreuses femmes venues rejoindre leurs maris, ils se sont rassemblés pour améliorer les conditions tant dans leur lieu de résidence en France que dans leur pays d'origine. Ces associations mobilisent des sommes non négligeables d'argent investies dans leurs villes et villages d'origine.

Le processus de décentralisation, ainsi que l'établissement de communes élues au Mali permet un partenariat plus ferme entre les migrants et leur région d'origine. Les membres des conseils communaux du Mali sollicitent de plus en plus fréquemment l'avis et l'appui de leurs compatriotes résidant et travaillant en France et s'adressent à eux pour les aider à identifier d'autres organisations susceptibles de contribuer à leur développement. De même, les associations de migrants commencent actuellement à se fédérer en groupes plus vastes, afin de répondre aux besoins des communes.

Voir : Les associations villageoises de migrants dans le développement communal, par Eric Force, GRDR. Traverses No 10, Groupe Initiatives, 2001. Pour en savoir plus, veuillez contacter (Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural dans le tiers monde), 20 rue Voltaire, 93100 Montreuil, France. Fax: +33 1 48 57 59 75. Courriel: grdr@wanadoo.fr

Contre nature

L'agriculture cubaine offre des enseignements intéressants à ceux qui recherchent une voie différente. Cuba a été confrontée à une grave crise au début des années 1990 après l'effondrement de l'Union soviétique et la perte de marchés pour la canne à sucre, que l'île échangeait jusque là contre du pétrole et des engrais. L'embargo commercial imposé par les Etats-Unis a longtemps nui gravement au développement économique de Cuba, car les Etats-Unis représentent un énorme marché potentiel à proximité immédiate. Cependant, ces entraves ont également aidé Cuba à mettre au point un mode de développement agricole différent dont d'autres pays pourraient s'inspirer.

L'agriculture cubaine ne pouvant plus dépendre des apports extérieurs, tels que tracteurs, pesticides et engrais, a instauré un système agricole organique recourant à la traction animale pour le labour. Le gouvernement a imposé des plafonds sur la taille des propriétés foncières, tout en stimulant l'établissement de marchés paysans. Bien que les niveaux caloriques demeurent légèrement inférieurs aux recommandations de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), Cuba est parvenu à alimenter sa population de manière raisonnablement équitable en se concentrant sur ses besoins intérieurs au détriment de la production commerciale.



La production de légumes au Cuba a quadruplé dans les cinq dernières années

Une autre étude *Policies for the Poor* défend que la libéralisation commerciale est indispensable à la croissance, fondement nécessaire à la réduction de la pauvreté. Elle fait toutefois observer que les impacts de la libéralisation commerciale sont généralement très spécifiques aux pays, et la réorientation des prix et des opportunités économiques qui en découle engendre inévitablement des « gagnants et des perdants ».

Des mesures complémentaires s'imposent donc pour veiller à une distribution générale des avantages résultants de l'ouverture au commerce, telles que l'investissement dans les infrastructures et le renforcement des marchés pour le crédit, les intrants et les services. Pour les pays en développement, le commerce des biens manufacturés reste soumis à des barrières considérables imposées par les nations plus riches. De même, le commerce des produits de base agricoles se heurte actuellement à une nouvelle profusion de contrôles phytosanitaires imposés sur les denrées alimentaires importées. Parallèlement, le versement de subventions sur la majeure partie des produits agricoles de l'Union Européenne et de l'Amérique du Nord continue d'empêcher les paysans africains de rivaliser à armes égales.

Going Against the Grain est accessible sur www.oxfamamerica.org/cuba. Pour obtenir un exemplaire imprimé, veuillez contacter : info@oxfamamerica.org. Trade Liberalisation – A tool to Alleviate Poverty? est disponible auprès de l'IDS : Falmer, Brighton BN1 9RE, R.U. Courriel : c.gorman@ids.ac.uk

Evaluation rapide des pâturages

La méthode RVA (*Rapid Veld Assessment*) offre un moyen visuel rapide d'évaluer les conditions des pâtures, tout en assurant un certain degré de normalisation. Elle a été mise au point dans le cadre de l'étude du bassin versant du fleuve Hoanib (HRCS), afin d'offrir à la population locale un outil simple de gestion des parcours permettant de déplacer le cheptel en fonction des conditions changeantes

des pâturages.

Cette méthode ne vise pas à identifier différentes espèces d'herbes, mais plutôt à évaluer l'abondance générale du couvert végétal d'une zone donnée. Aucun matériel coûteux de mesure n'est nécessaire pour son utilisation sur le terrain. Sur une période de 18 mois, l'équipe HRCS a établi une photothèque constituée de 44 photographies représentatives des changements saisonniers dans le bassin versant du fleuve Hoanib. Ces photographies ont été classées en six catégories principales :

- Catégorie 0 : sol dénudé (sans herbe)
- Catégorie 1 : couvert extrêmement pauvre (vastes sections de sol dénudé, très peu d'herbe)
- Catégorie 2 : couvert pauvre (sections réduites de sol dénudé, peu d'herbe)
- Catégorie 3 : couvert de qualité moyenne (moins de sol dénudé, plus d'herbe)
- Catégorie 4 : couvert de bonne qualité (peu de sol dénudé observable, herbe abondante)
- Catégorie 5 : couvert d'excellente qualité (aucun sol dénudé observable, herbe abondante)



Exemples de catégorie 5: couvert d'excellente qualité

La méthode a été testée sur le terrain par des chercheurs issus de la communauté locale sur une période de six mois. Des points de levée topographique fixes ont été établis, que les chercheurs ont ensuite évalués mensuellement en classant l'état du couvert à proximité immédiate en fonction des photographies de référence. Cette technique a permis une certaine normalisation dans l'évaluation du couvert, tout particulièrement lorsque l'évaluation d'un même endroit est régulièrement effectuée par une même personne.

Les tests sur le terrain ont montré que la méthode RVA est un moyen relativement cohérent et pratique d'évaluer rapidement les conditions du pâturage. Les chercheurs de la communauté ont tous maîtrisé la méthode après une formation minimale. Cette méthode devrait donc être facilement applicable dans d'autres régions par un vaste éventail d'intervenants après une courte initiation et avec du matériel rudimentaire peu coûteux. Elle pourrait devenir un outil précieux pour les communautés locales en matière d'évaluation et de suivi du couvert à long terme.

Un problème rencontré pendant les tests sur le terrain concerne la vaste superficie de la zone étudiée, avec divers environnements et topographies, ce qui complique le choix de photos représentatives de l'ensemble de la région. Il est par conséquent conseillé de créer des fiches typologiques sur un espace relativement homogène. La méthode peut facilement être reproduite ; il suffit de prendre des photos des différentes conditions du couvert au fil des saisons.

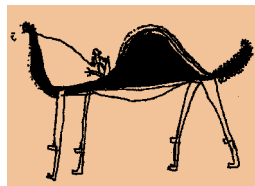
Il est possible de faciliter davantage encore l'application de la méthode en réduisant le nombre de catégories utilisées. On peut supposer qu'il serait possible d'obtenir une évaluation plus cohérente des conditions observées en n'utilisant que quatre catégories (pauvre, moyen, bon, excellent). La réussite de la méthode dépend d'un suivi et d'une évaluation constants. Bien qu'il soit indispensable de former les intervenants à l'utilisation de la méthode, l'analyse des résultats obtenus importe davantage encore. Il incombe ensuite aux éleveurs de mettre en

œuvre une gestion des pâturages qui tienne compte de la variabilité saisonnière et de l'abondance du couvert végétal.

Cet article s'appuie sur un document de Stephanie Schneider. Pour en savoir plus, veuillez contacter l'auteur : stephanies@drfn.org.na

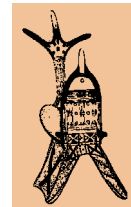
Défense du nomadisme pastoral

Cette thèse de doctorat sur la société pastorale touareg présente une description des différents schémas de contrôle politique et de développement dans le nord-est malien. Elle soutient que le nomadisme pastoral constitue toujours un moyen d'existence viable. En adoptant une approche historique, la thèse examine les répercussions de la sécheresse et de la rébellion qui ont marqué la région. Elle montre que les échanges sociaux ainsi que les croyances fondamentales sont restés remarquablement inchangés.



La thèse commence par une description des méthodes et de la documentation, avant d'aborder l'impact de l'écologie et de l'histoire. Elle poursuit en décrivant les questions d'identité sociale dans le cadre plus large des structures familiales et des ménages. Le mode de vie quotidien, ainsi que le partage des aliments et des animaux établissent un tissu d'échange social qui continue à former l'ossature de la vie des Touaregs. En dépit des nombreuses tentatives de sédentarisation qu'ils ont subies, le nomadisme demeure une stratégie vitale qui permet aux pasteurs de s'adapter aux nouvelles possibilités économiques.

In Defence of Pastoralism: Form and flux among Tuaregs in Northern Mali, *par Gunnvor Berge. Thèse 2/2000. Centre for Development & the Environment, PO Box 1116-Blindern, Oslo, Norvège. Fax: +47.22.858920.*



Un Sahel plus vert ?

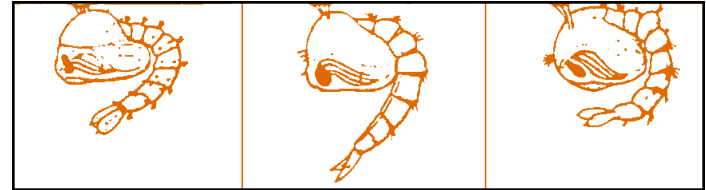
De nouvelles images par satellite du Sahel font apparaître une amélioration inattendue depuis 1984 du couvert végétal de certaines zones de la région. Les images par satellite NOAA font ressortir qu'il existe un certain nombre « d'îlots » où la végétation semble s'être accrue considérablement dans les 15 dernières années. Ces îlots sont visibles dans le sud de la Mauritanie, le nord du Burkina Faso, le nord-ouest nigérien, le centre du Tchad, l'ouest du Soudan et certaines zones de Kordofan, et dans certaines régions d'Erythrée.

Il existe quatre raisons possibles à ce phénomène : pluviosité accrue, recul du couvert arboré au profit d'un couvert herbacé, modifications des caractéristiques du sol et changements dans l'utilisation des terres. Une première analyse ne révèle aucun lien particulier entre la pluviosité et cette amélioration de la végétation. La réponse la plus plausible semble être les changements dans l'utilisation des terres. Nombre de ces îlots coïncident avec des zones à prédominance pastorale, parfois associées à des régions qui connaissent actuellement des troubles. Cependant dans l'îlot de Kordofan, l'agriculture pluviale domine. Une série d'analyses approfondies des images par satellite est en cours, afin de mieux appréhender l'origine de ces changements et leurs explications possibles.

Pour en savoir plus, veuillez contacter les Professeurs Olsson et Warren : lennart.olsson@miclu.lu.se et a.warren@geog.ucl.ac.uk

Bon sens face à la malaria

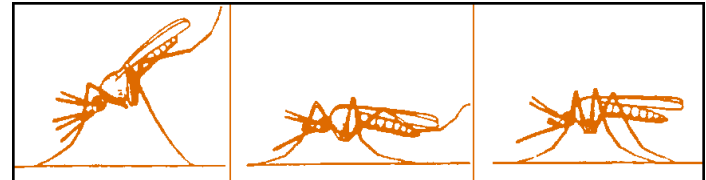
La réapparition de la malaria au cours des récentes années semble associée à une expansion de l'agriculture irriguée, qui fournit un terrain de reproduction idéal aux moustiques porteurs du parasite de la malaria. Dans les années 1950 et 1960, on pensait pouvoir tenir la malaria



en échec, armé de médicaments et d'insecticides, mais le parasite a développé une immunité à certains médicaments et les moustiques résistent de mieux en mieux aux mesures de contrôle chimique.

On privilégie désormais les moyens de contrôler les terrains de reproduction, par le biais d'un aménagement de l'environnement plus consciencieux. Par exemple, les cultivateurs de riz en Chine assèchent leurs rizières de temps en temps. Encourager l'usage de moustiquaires dans les habitations peut également réduire les risques d'infections. Une nouvelle initiative (ISMA), coordonnée par l'Institut international d'aménagement hydrographique de Nairobi, vise à réunir les connaissances de différents secteurs pour établir des recommandations destinées à réduire les taux d'infection autour des zones agricoles irriguées. En attendant la mise au point d'un vaccin efficace, la façon la plus sûre de réduire les risques réside probablement dans la prévention.

Ecrire à s.carriger@cgiar.org ou m.devlin@cgiar.org, ou consulter le site www.futureharvest.org



Source: The Prescriber, Number 18

Stratégies pour le développement durable des zones arides

De nombreux efforts sont actuellement investis pour élaborer des stratégies en faveur de la réduction de la pauvreté, du développement durable, de la conservation de la biodiversité et de l'adaptation aux changements climatiques. Où se situent les problèmes des zones arides vis-à-vis de ces thèmes émergents ? Un consortium d'organisations dédiées au développement des zones arides – le Partenariat mondial des zones arides¹ – a récemment produit une série de publications pour examiner de plus près ces quatre questions majeures dans le contexte des zones arides.

Le but de ces publications est de mettre en question les mythes existants au sujet des zones arides et contribuer ainsi à changer les perceptions conventionnelles, et à fournir aux décideurs politiques une source d'information fiable. La majeure partie du discours sur le développement des zones arides est pessimiste, bien qu'il soit prouvé que ces régions peuvent s'avérer productives et qu'elles soient riches en biodiversité. La Convention sur la lutte contre la désertification (CCD) a été mise en place pour accroître le soutien du monde aux zones arides. Malheureusement, sa mise en application n'a donné jusqu'à présent que peu de résultats. Les auteurs de ces publications proposent une nouvelle façon de percevoir ces régions. Ils mettent en question de nombreuses hypothèses souvent utilisées pour l'élaboration de programmes et interventions dans les zones arides. En soulignant ces défis critiques, le Partenariat mondial des zones arides espère encourager une reprise des efforts nationaux pour le développement de ces régions en s'appuyant sur les synergies présentes entre les principales conventions mondiales.

¹ *Global Drylands Partnership*. Ce partenariat comprend : l'Agence internationale canadienne pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le Sahel (UNSO), le PNUD/Global Environmental Facility, l'IIED, le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et Near East Foundation.

Dans cet article, Haramata présente un résumé de l'un des quatre articles publiés qui examine diverses stratégies en faveur du développement durable des zones arides.

L'une des ironies du marché des valeurs est que les meilleurs retours sur investissement proviennent souvent des titres les plus négligés. Les actions de compagnies peu prisées peuvent changer de façon spectaculaire lorsque de bonnes nouvelles sont annoncées. On peut de la même manière argumenter en faveur de la « rentabilité » relative de l'aide au développement dans les zones arides. Il se pourrait fort bien que les meilleurs rapports de l'investissement pour le développement proviennent, dans les prochaines décennies, de régions que les décideurs politiques avaient autrefois ignorées.

Pendant des décennies les zones arides ont été l'orphelin négligé du développement à cause de la dure mais irrésistible logique selon laquelle les investissements dans les zones agricoles plus humides avec des sols plus riches seraient plus productifs. Selon cette hypothèse, les populations des zones arides pourraient



Elevage extensif en Mongolie

toutefois bénéficier des effets indirects de l'investissement dans d'autres régions, comme la baisse du coût des denrées alimentaires ou la possibilité de migrer pour trouver un emploi. Ainsi, de nombreuses zones à fort potentiel, en particulier en Inde et en Chine, ont déjà bénéficié de la technologie de la révolution verte et d'autres investissements. Cependant, celles-ci observent aujourd'hui une baisse de leurs rendements. La logique d'investissement dans des zones à fort potentiel est donc beaucoup moins évidente aujourd'hui qu'en 1960.

En revanche, une étude en Inde et en Chine a démontré que les

investissements dans les zones arides peuvent être très productifs, même si les rendements agricoles ne concurrenceront jamais ceux des régions plus humides et aux sols plus riches. Mis à part l'augmentation des revenus ruraux, de tels investissements apportent un grand nombre de bénéfices d'ordre social et environnemental plus difficiles à quantifier mais néanmoins réels.

Les choix d'investissement dans les zones arides doivent prendre en compte la diversité et les risques encourus. Alors que l'investissement d'un agriculteur du Punjab dans la semence d'un blé à haut rendement peut être rentable, celui d'un agriculteur en zone aride dans un engrais peut être catastrophique en cas de sécheresse ou d'incertitudes du marché. Ainsi, la recherche sur la tolérance des cultures à la sécheresse, la résistance aux insectes nuisibles, et la capacité à améliorer les rendements dans des sols pauvres en éléments nutritifs aurait beaucoup à apporter aux zones arides même si l'amélioration des facteurs de base tels que le sol et l'eau reste la priorité. Les techniques pour améliorer la profondeur du sol, la matière organique, la fertilité du sol et la rétention d'humidité, constituent une étape préparatoire nécessaire à une utilisation appropriée d'engrais et de nouvelles variétés.

Plutôt qu'une approche basée sur de forts niveaux d'intrants, adaptée pour les terres riches, il serait plus approprié pour les zones arides de favoriser les pratiques nécessitant peu d'intrants. Cela implique la recherche d'équilibres délicats. Par exemple, le recours limité en technologie suppose souvent un besoin intensif en main d'œuvre. De la même manière, encourager l'utilisation de fumure verte peut conduire à une pression accrue sur les arbustes sachant que les ressources utilisées pour la fumure ne sont plus disponibles comme source d'énergie. Par ailleurs, la recherche de variétés à hauts rendements doit prendre en compte le fait que les agriculteurs (et la nature) favorisent la résistance plutôt que les rendements dans des conditions difficiles et à risques.

Là où cela est approprié, une diversification vers la production de cultures de rente ou vers des activités extra-agricoles peut augmenter de façon significative les revenus. L'élevage de cheptel, l'agroforesterie et même l'horticulture peuvent prospérer dans des zones où

le climat est sec. Selon les circonstances, la conversion à des activités telles que l'agroalimentaire ou le tourisme écologique peut fort bien s'avérer judicieuse (bien que cette voie comporte certains dangers d'inégalités dans la distribution des revenus ainsi générés).

Toute idée nouvelle doit être minutieusement étudiée afin d'évaluer son impact sur les manières traditionnelles de gérer les risques. Une des stratégies communément utilisées dans de nombreuses communautés, est la diversification des revenus et des biens pour réduire la vulnérabilité de la famille vis-à-vis de la

sécheresse, en semant diverses cultures, en élevant différents types d'animaux, et en recherchant de nouvelles opportunités. Une autre stratégie consiste à développer de forts réseaux sociaux et liens de parenté qui constituent une sorte d'assurance mutuelle en cas de crises. La poursuite individuelle d'un esprit d'entreprise risque de bouleverser ces liens et d'exacerber les souffrances en périodes de sécheresse.

Les problèmes et stratégies de gestion des risques ont probablement des éléments en commun d'une région à l'autre, mais les décideurs politiques doivent résister à la tentation de penser que les mêmes



Autrefois desséché, le plateau de Loess a été transformé par la culture en terrasses, Chine



Culture de tabac dans une parcelle fertilisée au fumier, Mali

Jim Suttie

Camilla Tothman



Vente du lait au marché de Djenne, Mali

solutions peuvent être appliquées partout. Bien qu'unifiées par le manque d'eau, les zones arides sont très diverses et chaque famille fait sa propre évaluation des risques lorsqu'il s'agit d'investir de la main d'œuvre ou de choisir ses cultures. Les barrières de végétation, adoptées avec succès dans la région de Machakos au Kenya pour conserver l'eau et le sol, ont été rejetées dans certaines zones du Burkina Faso en faveur de digues de pierres parce que celles-ci ne nécessitent qu'un investissement en main d'œuvre hors-saison.

Compte tenu de ces équilibres fragiles, des sensibilités et contraintes, quelle est la meilleure manière pour les gouvernements et les donateurs d'investir dans les zones arides ? Les gouvernements doivent veiller à introduire des réformes judicieuses. A moins d'être accompagnées par un investissement public dans l'infrastructure, les réformes du marché pourraient détruire plutôt qu'encourager le développement. Dans les régions les plus pauvres d'Afrique par exemple, ces réformes ont souvent fait augmenter le prix des engrais et réduit leur disponibilité.

Renforcer les institutions publiques, la recherche et la vulgarisation

est aussi important. Les gouvernements doivent soutenir les droits et responsabilités des populations locales à gérer leur terre en reconnaissant officiellement les arrangements fonciers existants entre les différents groupes d'utilisateurs.

Le meilleur moyen d'encourager une agriculture et un investissement durables dans l'avenir est peut-être d'assurer aux agriculteurs un accès à long terme à la terre. Les régimes fonciers coutumiers en donnent souvent l'opportunité. Si la pression démographique et la commercialisation encouragent l'individualisation des terres, les gouvernements peuvent cependant faciliter l'adaptation à ces circonstances changeantes. Ceci commence à se produire dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest. Les ONG peuvent être utiles, elles aussi, en donnant leur soutien et en mettant leur expertise à la disposition des communautés locales en ce qui concerne la gestion collective des ressources et l'apport d'assistance technique.

Avec de telles adaptations et à l'aide d'investissements, les zones arides pourraient bénéficier d'un meilleur avenir. Une étude récente effectuée dans des zones rurales d'Inde et de Chine montre que certains investissements publics dans les zones arides ont été plus bénéfiques que ceux effectués dans les régions irriguées – par rapport aux ressources investies – et que l'effet sur l'allègement de la pauvreté a été beaucoup plus significatif.

L'investissement dans les zones arides présente indubitablement plus de difficultés que l'investissement dans des zones à fort potentiel. Les densités de population sont faibles mais les gens eux-mêmes constituent une ressource majeure par leur motivation et leur savoir-faire. Si, tout comme dans le monde des affaires, les investisseurs misaient sur les gens et leur habileté, les zones arides seraient alors un bon parti.

D'après le résumé de l'UNSO de l'article « Strategies for the Sustainable Development of Drylands Areas » par Peter Hazell (IFPRI). Pour plus d'informations sur le Partenariat mondial des zones arides, visitez <http://www.undp.org/seed/uns0/gdp/intro.html>. La version complète des quatre articles (Challenge Papers) est téléchargeable depuis ce même site.

Autodétermination pastorale

Pourquoi le développement pastoral a-t-il connu une histoire si contrastée dans une grande partie de l'Afrique? Pourquoi les efforts investis pour améliorer la santé, l'éducation et les moyens d'existence des communautés pastorales n'ont-ils pas aboutis ? Nombre des politiques conçues pour améliorer les moyens d'existence pastoraux ont eu l'effet contraire et sont donc logiquement esquivées par les pasteurs. En outre, faute de comprendre sa dynamique et sa logique, le pastoralisme est perçu comme une forme archaïque d'utilisation des terres, improductive et nuisible à l'environnement, qu'il faut rendre compatible avec le « développement moderne ». Paradoxalement, au cours des trente dernières années, de très nombreuses études ont apporté de solides preuves scientifiques que le pastoralisme est un système viable, bien adapté aux conditions environnementales instables des zones arides. Cependant, peu de ces études sont parvenues jusqu'aux décideurs et, en conséquence, ils continuent de prendre des mesures qui ne tiennent pas compte de la capacité des pasteurs à s'adapter.

Il existe également d'importants facteurs politiques et économiques qui sous-tendent la marginalisation des communautés pastorales. Premièrement, ces populations représentent un « vote minoritaire ». Les pasteurs sont en nombre relativement réduit et ne représentent pas une force politique de taille. Ils occupent en outre des terres jugées à rendement et potentiel agricole faibles, qui sont souvent laissées « en friche », ou affectées à des fins spécifiques (bases militaires, zones de conservation, etc.).

L'élaboration de mesures concernant le développement pastoral ne peut être laissée aux seuls



Femme abreuvant des chèvres au point d'eau de Kutulo, Wajir



dirigeants. Les pasteurs doivent prendre l'initiative et trouver des moyens de sensibiliser les pouvoirs publics à leurs besoins. Cela n'est toutefois pas tâche facile, étant donné la réalité à laquelle sont confrontés la plupart des communautés pastorales, les budgets limités de l'Etat et les horizons politiques à court terme.

Aider les pasteurs à défendre leur propre cause est le sujet d'un excellent ouvrage qu'Oxfam vient de publier. Ce livre raconte comment Oxfam a aidé les pasteurs somaliens de la région de Wajir au Kenya à mettre en place des associations pastorales destinées à représenter et défendre leurs propres intérêts. Cela s'avère particulièrement difficile dans un contexte tel que Wajir, étant donné que les pasteurs y sont dispersés et souvent divisés par des hostilités de clans et que nombre d'entre eux sont confrontés à de graves problèmes de pauvreté et d'insécurité. L'autodétermination ne peut être assurée par des organisations de développement extérieures bien intentionnées. Elle doit être développée de l'intérieur par les citoyens pastoraux, via leurs institutions et organisations. L'aide extérieure est décisive dans cette démarche, mais elle doit être apportée avec soin. Le Projet de développement pastoral de Wajir (WPDP) offre quelques enseignements très utiles à cet égard, clairement mis en lumière par les auteurs de cet ouvrage (Birch & Shuria).

Geoff Seyer

Une caractéristique décisive de l'approche adoptée par Oxfam concerne la capacité à associer l'aide à des objectifs plus stratégiques. Les pasteurs ne peuvent s'organiser s'ils ont faim ou si leurs enfants ou leurs animaux sont malades. Il est

QUESTIONS FONCIERES

Simon Barnister



Membres d'un groupe de crédit féminin dans la ville de Wajir, Kenya

indispensable de répondre à leurs besoins immédiats si l'on veut qu'ils soient en position d'œuvrer pour des objectifs moins tangibles tels que le renforcement des capacités. Un autre point fort du Programme de développement pastoral de Wajir réside dans sa capacité à encourager – de « l'extérieur » – une société plus équitable. Trop souvent, les ONG souhaitent éradiquer les pratiques et attitudes discriminatoires envers les femmes et autres groupes sociaux. Ce positionnement très moralisateur contribue peu à améliorer la situation et entraîne souvent un durcissement des attitudes. Le WPDP, qui a encouragé les processus de démocratisation internes, a permis l'émergence lente mais certaine d'un mouvement de société pastorale civile solide, représentatif et responsable à Wajir.

Les auteurs sont scrupuleusement honnêtes dans leur évaluation des succès et des échecs du projet. Un domaine exigeant une amélioration considérable réside dans le renforcement de la capacité de l'Association régionale des pasteurs à influencer sur les mesures adoptées,

particulièrement au niveau national. Il existe également d'importantes questions de viabilité financière et des doutes concernant ce qui se passera après le départ d'Oxfam, prévu dans quelques années. Un autre défi de taille consiste à étendre le succès du projet, qui a aidé les groupes pastoraux à aborder des questions d'équité et de genre, à la société plus large de Wajir et d'ailleurs.

L'ouvrage associe agréablement l'analyse, étayée par d'émouvants témoignages des pasteurs et du personnel du projet, aux études de cas détaillées illustrant les points décisifs. Il existe peu d'ouvrages de cette nature, particulièrement sur le renforcement institutionnel pastoral en Afrique. Cet ouvrage mérite d'être traduit en somalien et autres langues pastorales, ainsi qu'en français, afin d'inspirer les peuples pastoraux d'autres régions du continent. Le compte rendu des auteurs concernant le mouvement associatif pastoral de Wajir souligne combien l'autodétermination est un processus évolutif de long terme qui a besoin d'être cultivé jusqu'à ce qu'il soit assez solide pour se défendre lui-même.

Perspectives on Pastoral Development: A casebook from Kenya. I. Birch et H. A. O. Shuria. Oxfam Publication. 146 pp. ISBN : 085598-467-8. Prix : 7,95 £ + p&p. Pour commander un exemplaire, veuillez contacter BEBC Distribution. Fax : +44.1202.712.930. Courriel : Oxfam@bebc.co.uk

Nouveau programme sur les droits fonciers pastoraux

Le Programme régional sur les droits fonciers pastoraux a été lancé en septembre dernier à Naivasha, au Kenya, à la clôture de la conférence intitulée *Droits fonciers pastoraux en Afrique orientale : incidences sur le développement de zones pastorales*, organisée conjointement par Landnet East Africa et RECONCILE. Le programme sera mis en œuvre par ce réseau est-africain en collaboration

avec RECONCILE, ainsi que d'autres organisations membres, et portera sur les thèmes suivants:

- questions pastorales transfrontalières, telles que les conflits, le développement et la gestion du cheptel et de ses maladies ;
- documentation et campagnes de sensibilisation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la législation, les études d'impact, la participation pastorale dans l'aménagement du territoire, les conflits entre le pastoralisme et la conservation des espèces sauvages et l'engagement dans les processus politiques.

Landnet East Africa favorisera l'échange sur les questions touchant au pastoralisme et aux droits fonciers, par l'intermédiaire de réseaux, en collaboration avec des organismes nationaux et sous-régionaux. Il visera à renforcer la capacité des groupes pastoraux à défendre leurs intérêts au niveau national et sous-régional. Par ailleurs, des efforts seront accomplis en vue d'harmoniser les initiatives des donateurs sur les droits fonciers pastoraux dans la sous-région.

Afin de faciliter l'échange d'informations et d'expériences, le réseau établira des profils pastoraux des pays membres et créera une base de données et un centre de ressources consacrés aux droits fonciers pastoraux.

Quel statut pour les droits des autochtones ?

Une décision du juge fédéral en Malaysia a contribué à renforcer les droits des groupes autochtones sur les terres, les fleuves et les forêts. Au terme d'un procès de deux ans, le juge a défendu les droits du village Iban de Rumah Nor en affirmant que la compagnie Borneo Paper & Pulp n'était pas

Lancement de *Landnet* East-Africa

Le programme sous-régional est-africain de *Landnet* Africa a été officiellement lancé en septembre 2001 à Naivasha, au Kenya, marquant la culmination d'un processus débuté en février 1999 avec la conférence de Sunningdale sur la politique foncière et le développement en Afrique subsaharienne, organisée par le Ministère britannique pour le développement international (DFID). Cette conférence qui avait réuni praticiens et experts en politique foncière venus de toute l'Afrique subsaharienne, des experts du Nord et des représentants de donateurs, recommanda la création de réseaux pour faciliter l'échange d'informations, d'expériences et de compétences entre praticiens des politiques foncières en Afrique.

Lors de l'Assemblée générale inaugurale de *Landnet* East Africa, la constitution du réseau a été adoptée et RECONCILE a été désigné comme secrétariat. Un comité directeur constitué de trois représentants issus de chacun des pays membres a été dûment élu. Les membres attendent du réseau qu'il montre la voie en matière de partage d'expériences et de renforcement des capacités concernant l'élaboration et la mise en œuvre des politiques foncières. Les défis à relever par les pays membres concernant l'administration des terres et des ressources naturelles sont nombreux et variés. Les gouvernements de ces pays sont engagés dans un processus de réforme foncière et il existe un besoin flagrant de faciliter la participation de la société civile au débat relatif à ces réformes.

Pour en savoir plus, veuillez contacter : Michael Ochieng Odhiambo, Coordinateur, Landnet East Africa, s/c RECONCILE, Printing House Road, P.O. Box 7150, Nakuru, Kenya. Fax : +254.37.214.835. Courriel : ekmoo@africaonline.co.ke ou reconcile@net2000ke.com.

QUESTIONS FONCIERES

habilitée à défricher et détruire la forêt ombrophile du village. Avant cette décision, seules les terres agricoles activement cultivées pouvaient être considérées comme terres coutumières.

Il y a deux ans, le département foncier du Sarawak a accordé à cette compagnie une licence pour créer une plantation d'un million d'hectares d'arbres à croissance rapide et cette dernière a commencé à abattre des forêts revendiquées par la communauté Iban. Les villageois ont alors intenté un procès contre la compagnie en vue de faire cesser l'abattage et de réclamer des dommages et intérêts. La compagnie papetière a fait appel contre la décision du juge, mais si cette dernière est confirmée, cela pourrait avoir d'importantes conséquences pour ceux qui cherchent à consolider les droits des autochtones sur les ressources locales. Les précédents juridiques émanant de pays du Commonwealth britannique comme la Malaysia peuvent servir à d'autres pays du Commonwealth dans le cadre de procès ultérieurs.

Dépourvus de reconnaissance officielle, les peuples autochtones sont souvent traités comme des « squatters » de leurs propres terres par les exploitants forestiers ou les promoteurs de plantations dont les projets ont obtenu le feu vert des pouvoirs publics. La décision du juge a renversé cette situation en établissant comme hypothèse de base que les villageois sont propriétaires des terres où ils résident et qu'il revient aux autres demandeurs de prouver le contraire. Les cartes de la zone convoitée ont joué un rôle important dans le procès. Elles ont été mises au point en collaboration avec une ONG venue à l'appui du village, afin d'établir et de défendre les droits de la population locale au regard de la loi.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur : www.ecoworld.com/home

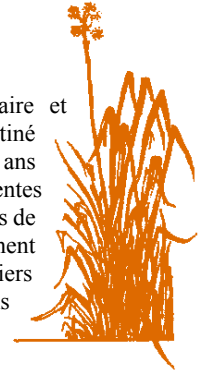
Réforme trop lente

Le PLAAS, Programme d'études foncières et agraires, a lancé une nouvelle série de bulletins sur la réforme agraire et le développement rural en Afrique du Sud. Le premier numéro dresse les

principaux défis à relever par la réforme agraire et argumente en faveur d'un programme accéléré destiné à lutter contre la pauvreté et les inégalités. Sept ans après le retour à la démocratie, nombre des attentes envers la réforme restent insatisfaites, alors que plus de 13 millions de personnes vivent dans le dénuement dans des *homelands* surpeuplés, où les droits fonciers sont mal définis et contestés. Dans les exploitations agricoles privées, des millions d'ouvriers et leurs familles sont confrontés à une forte insécurité et au manque de services de première nécessité, tandis que dans les villes, les zones de peuplements périurbaines se sont largement développées, et sont assaillies par la criminalité, la pauvreté et la crise économique.

Si les politiques foncières privilégiaient auparavant la redistribution à un grand nombre de sans-terres, elles semblent aujourd'hui favoriser les agriculteurs de sexe masculin dûment qualifiés et disposant de capitaux personnels, pour établir des exploitations agro-commerciales de plus grande échelle. Le programme exclut donc les membres plus pauvres et marginalisés de la société. Une nouvelle vision de la réforme agraire s'impose pour répondre aux besoins les plus urgents tant en milieu urbain que rural, accompagnée d'un débat public plus vaste concernant le choix des priorités. Pour cela, l'Etat devra adopter une approche plus interventionniste, ainsi qu'un soutien financier et une mise en application des mesures nettement plus ambitieuses que dans le passé. L'auteur défend que la meilleure manière d'y parvenir consiste à décentraliser la prise de décisions, ainsi que l'aménagement du territoire en faveur de structures d'administration locale.

Pour plus de renseignements sur cette série de publication ou le Programme d'études foncières et agraires, consultez le site www.uwc.ac.za/plaas ou écrivez à : PLAAS, University of the Western Cape, Private bag x17, Bellville, Le Cap, Afrique du Sud, 7535. Fax : +27.21.959.3732.



L'agriculture familiale a-t-elle un avenir en Afrique de l'Ouest ?

L'avenir des petites exploitations agricoles familiales de Afrique de l'Ouest est incertain face aux stratégies actuelles visant à la libéralisation du commerce et au développement agricole. Dans les dix prochaines années, l'Afrique de l'Ouest se retrouvera confrontée à une compétition croissante de la part du commerce international, à la fois pour ce qui est des marchandises traditionnelles (coton, cacao, café, graines oléagineuses) et pour les cultures alimentaires domestiques. Pour les pays comme le Ghana et le Nigeria où la devise nationale flotte librement, une plus grande protection par rapport aux importations est possible. Pour de nombreux pays de la zone du Franc CFA cependant, il sera plus difficile de protéger le secteur agricole face aux importations bon marché de viande, de riz, de maïs et d'autres cultures produites à échelle industrielle en Amérique du Sud et en Asie. En outre, les subventions versées aux agriculteurs dans les pays riches empêchent les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest d'accéder aux marchés dans le Nord.

Le scénario à long terme, décrit dans le rapport de l'OCDE sur les perspectives pour l'Afrique de l'Ouest (1998), prévoit des changements majeurs dans le secteur agricole pour les 20 prochaines années. D'une façon générale, il est fort probable qu'un petit nombre de larges opérateurs commerciaux émergent et soient capables d'investir dans les nouvelles technologies, de vendre sur les marchés mondiaux et de concurrencer les importations. La majeure partie de cette intensification agricole aura lieu près des marchés urbains et de bons réseaux d'infrastructure. Ailleurs et en particulier dans les zones plus sèches et à potentiel plus faible, les modèles de culture et les niveaux de productivité changeront plus discrètement, avec une diversification croissante des sources de revenus extra-agricoles, y compris la migration. Cette vision des changements éventuels du secteur agricole en Afrique de l'Ouest est appuyée par le récent rapport de la Banque

mondiale – La pauvreté africaine dans le nouveau millénaire [*African Poverty at the Millennium*], qui considère que « de sérieux doutes existent concernant le maintien à long terme de l'agriculture des petits cultivateurs face à la mondialisation et à la libéralisation agricole. Cela présente de fortes implications pour les ruraux défavorisés. Le futur de l'agriculture africaine est presque certainement lié à une commercialisation accélérée et à un développement d'exploitations plus larges, avec une utilisation accrue du savoir-faire moderne et des coûts d'unité plus faibles. » (Banque mondiale, 2001).

Cette vision n'est toutefois pas considérée comme inévitable par tous. Les expériences passées du développement de cultures de rente dans de nombreuses zones de la région ont mis en avant le fort dynamisme et la flexibilité des petits agriculteurs en Afrique de l'Ouest, que ce soit le cas du cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire, du coton dans le sud du Mali, du riz irrigué dans l'*Office du Niger*, ou des activités de maraîchage autour des grandes villes. Le secteur « traditionnel » de l'élevage a aussi continué de fournir la majeure partie des marchés d'Afrique de l'Ouest en gros et petit bétail. Les petits agriculteurs se sont montrés extrêmement adaptables et capables d'exploiter de nouvelles opportunités économiques en dépit des menaces occasionnées par le *dumping* de riz et de bœuf surgelé qui ont bouleversé leurs marchés.

Le débat sur le futur de la petite exploitation familiale soulève un certain nombre de questions importantes :

- un tel changement du secteur agricole est-il inévitable et nécessaire? Quelles seraient les conséquences pour les paramètres sociaux, économiques, politiques et environnementaux clés – tels que la distribution des exploitations, de la richesse, l'accès aux facteurs de production, le niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations, l'organisation et les valeurs sociales, les politiques locales, la démographie en zones rurales et les prestations de service, la gestion de l'environnement et la sécurité alimentaire ?

- cela est-il bon sur le plan économique, social et politique de promouvoir quelques larges exploitations et de générer une nouvelle population de « sans terre » ? En quoi une telle politique risque-t-elle de faire obstacle à des objectifs plus larges tels que la démocratie, la décentralisation, une croissance économique équitable et la lutte contre la pauvreté ?
- les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont-ils la possibilité d'agir afin de définir l'image qu'ils désirent promouvoir pour le développement agricole et sa contribution au développement rural, à de meilleures conditions de vie et à la société en général ?
- quelle preuve justifie la thèse selon laquelle les grandes exploitations agricoles seraient plus efficaces et compétitives ? Existe-t-il de la même manière une preuve des avantages multiples liés à une exploitation familiale ?
- l'agriculture d'Afrique de l'Ouest peut-elle se « moderniser » et devenir compétitive et en même temps opter pour l'exploitation familiale comme élément majeur de sa stratégie de développement agricole et rural ? Quelles en sont les implications pour un certain nombre de mesures politiques ? Dans quelle mesure la politique agricole actuelle favorise-t-elle les grandes exploitations agricoles ?

Jusque-là, ce débat a soulevé de nombreuses questions et répondu à peu. Les opinions divergent concernant la capacité de l'Etat à influencer sur le secteur agricole et les limites de la libéralisation économique. Bien que les gouvernements n'aient que peu de possibilités d'agir étant donné les contraintes imposées sur les dépenses gouvernementales et les régulations du marché, ils peuvent néanmoins trouver les moyens d'aider les petits agriculteurs à accéder aux marchés, aux intrants, aux crédits ou encore à la vulgarisation agricole.

Les petites exploitations plus productives ?

D'après les résultats d'une recherche économique récente, il existerait un rapport positif entre la distribution équitable des biens

fonciers et la croissance économique (Deininger & Squire, 1997). Un travail effectué en Egypte met également en évidence l'impact positif de la redistribution des terres sur les taux de croissance économique (cité dans Quan, 2000). Ces observations contrastent avec des études antérieures selon lesquelles l'inégalité tend à être plus fortement marquée durant les premières étapes du développement économique. Ceci était même considéré comme une phase nécessaire du processus de croissance économique, par lequel un investissement accru est généré à partir des revenus des groupes plus riches, entraînant en retour de plus forts niveaux de croissance.

Cette recherche s'intéressa également aux différences de productivité entre les petites et les grandes exploitations, et conclut que mis à part les « minuscules » terrains, une relation inversée semble exister entre la taille de l'exploitation et ses niveaux de productivité. Il peut y avoir des circonstances exceptionnelles dans lesquelles cette relation ne tient pas, dans le cas par exemple où d'importantes économies d'échelle sont possibles ou lorsque l'accès à certains intrants est limité aux larges exploitations, comme c'était le cas lors de l'ère de l'apartheid en Afrique du Sud. Mais il semblerait en général que maintenir un secteur basé sur de petites exploitations ayant accès aux intrants et aux marchés



Travailler ensemble: jeunes hommes moissonnant le fonio, Mali

nécessaires, soit une bonne chose non seulement pour la croissance économique mais aussi pour la réduction de la pauvreté.

Etant donné que l'éradication de la pauvreté forme désormais l'élément central des agences d'aide au développement, il est de plus en plus difficile de comprendre pourquoi de nombreux observateurs considèrent que passer à un nombre plus faible d'exploitations plus larges est un mal nécessaire, essentiel pour la croissance agricole, au vu de leurs effets néfastes sur l'égalité sociale, la pauvreté, la distribution des richesses et les risques accrus de conflits. Comme le souligne Quan, « *plus les agriculteurs ont l'impression de réellement posséder les petites exploitations gérées familialement, plus la quantité de travail fournie, et la productivité résultante, est élevée. Promouvoir la croissance par l'utilisation intensive de main d'œuvre, en encourageant les petites exploitations, et des relations foncières plus égalitaires, peut certainement contribuer davantage à la réduction de la pauvreté qu'une croissance basée sur l'apport intensif de capital qui marginalise les petits producteurs et leurs droits fonciers* » (2000 : 42). La question suivante vaut également la peine d'être posée – quels sont les acteurs en faveur d'exploitations commerciales plus larges ? Quels sont leurs intérêts ? Espèrent-ils bénéficier d'un accès préférentiel à la terre, aux crédits, aux intrants agricoles, et aux opportunités sur le marché ?

Arguments en faveur des petits agriculteurs

Un débat continu en Afrique de l'Ouest tente d'évaluer les points forts et les points faibles des différents choix de la politique agricole. Les arguments en faveur des petites exploitations familiales incluent :

- la forte intégration des valeurs sociales et culturelles qu'elles fournissent et qui sont très importantes pour la survie dans des zones à haut risque et sujettes à la sécheresse ;
- la flexibilité des petites structures, permettant d'exploiter au mieux l'éventail des opportunités rencontrées dans les écosystèmes des

zones arides, à travers diverses formes d'utilisation des ressources naturelles ;

- les petites exploitations sont généralement amenées à se diversifier, générant des revenus extra-agricoles et des modèles de développement économique local plus larges que dans les zones où la propriété foncière est concentrée ;
- l'exploitation agricole et la communauté villageoise en tant qu'institutions servent toutes deux de médiateur entre les besoins individuels et les besoins collectifs.

D'une façon générale, l'attention devrait être particulièrement focalisée sur les moyens de rendre l'exploitation familiale plus compétitive et capable de faire face aux aléas dus aux changements de l'économie mondiale. Un travail devrait en même temps identifier et synthétiser l'information, les références littéraires, et les observations concernant les relations entre la taille d'une exploitation, la modernisation, les économies d'échelle, et l'accès aux intrants et marchés afin de clarifier les différents arguments mis en avant. Un tel document, rédigé de manière claire et simple, pourrait servir de référence lors de débats dans la région et sur les forums internationaux.

Des stratégies pour utiliser de telles informations doivent être développées afin de faire campagne et pression aux niveaux national, sub-régional et international en faveur d'une vision plus large du développement de l'agriculture et du commerce, qui considère les implications des différentes approches et stratégies politiques. Une telle initiative au niveau sub-régional doit se greffer au débat des états membres de l'OMC et de l'OCDE sachant que leurs politiques ont un effet négatif sur le développement de l'agriculture et du commerce en Afrique de l'Ouest.

Contacts : Ndiogou Fall, Président ROPPA s/c FONGS. BP A269 Thiès, Sénégal. Tel : +221.95.11.237. Renseignements par courriel auprès du FONGS : fongs@sentoo.sn ou du Programme Sahel iiedsen@sentoo.sn



Policies, properties and production in the West African Sahel: Understanding natural resource management T.A. Benjaminson et C. Lund. (eds.). 2001. Institut nordique pour l'Afrique. ISBN : 91-7106-476-1. 333pp. 29,95 \$. Contacterle Nordic Africa Institute, PO Box 1703, SE-751 47 Uppsala, Suède. Courriel : orders@nai.uu.se. En ligne : <http://www.nai.uu.se/webbshop/ShopGB>

Ce livre est une riche collection d'études de cas et d'essais consacrés à la gestion des ressources naturelles au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Niger. Il est le fruit d'années de travail sur le terrain et présente une vision depuis la base de la façon dont la gestion des ressources est affectée par les luttes de pouvoir ainsi que la politisation liées aux droits sur la terre et les ressources. L'ouvrage est divisé en trois parties : politique, foncier et production, les chapitres étant rédigés soit en anglais, soit en français. Plusieurs études de cas illustrent les changements survenus dans l'économie pastorale, le régime foncier et la gestion des ressources. La constellation politique changeante au Sahel, telle que le repositionnement des autorités coutumières au Burkina Faso ou l'avènement de la décentralisation au Mali et l'introduction de nouveaux acteurs en milieu rural, constitue un autre thème récurrent. Le livre présente des essais sur l'écologie politique du Sahel, l'évolution des droits d'appropriation, ainsi que la productivité agricole. Il conclut que les

peuples sahéliens tiennent effectivement compte des politiques gouvernementales et projets de développement dans la gestion de leurs ressources naturelles, mais celle-ci ne constitue qu'un aspect de la vie sociale parmi d'autres ; aussi, ils n'attendent pas forcément l'application de mesures, ni ne veillent à leur respect.

Current land policy in Latin America: regulating land tenure under neo-liberalism A. Zoomers et G. van der Haar (eds.) 2000. ***Land and sustainable livelihoods in Latin America.*** A. Zoomers (ed.). 2001. KIT publishers, P.O. Box 95001, Amsterdam, Pays-Bas. Fax : +31.20.658.8286. Courriel : publishers@kit.nl

L'intérêt grandissant suscité par la politique foncière ne se limite pas seulement au continent africain comme le démontrent ces deux livres récemment publiés, qui offrent plus de 30 études de cas et essais sur les questions foncières en Amérique latine. Le premier volume examine l'abandon de la réforme agraire de redistribution au profit de la privatisation et de l'individualisation. L'ouvrage se penche particulièrement sur le fonctionnement des marchés fonciers et leurs incidences sur l'équité. L'Amérique latine est un continent dont le droit positif, qui a subi de nombreuses révisions, remonte à l'occupation coloniale espagnole. Celles-ci ne tiennent toutefois pas toujours compte de la dynamique

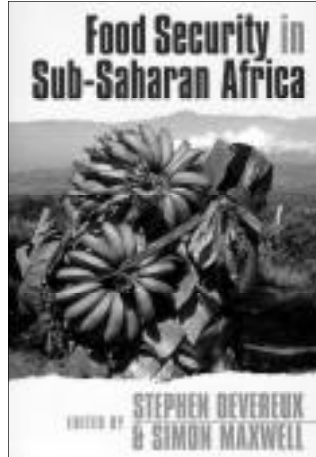
réelle des régimes fonciers sur le terrain, et des réglementations locales. Aussi le système de réglementations foncières est-il complexe et éclaté, et présente de nombreuses incohérences et lacunes. Il est en outre supervisé par un appareil judiciaire inadapté, peu apte à gérer les litiges et encore moins à défendre les droits des groupes les plus vulnérables. Le second titre analyse les répercussions de l'évolution des régimes fonciers sur l'occupation des sols et les moyens d'existence des paysans. Il tente de déterminer dans quelle mesure un accès accru à la terre permet d'échapper à la pauvreté et en quoi les changements fonciers affectent prestige, identité et rapports sociaux. Les auteurs espèrent que ce type de recherche inspirera les dirigeants à rendre davantage justice à la diversité, ainsi qu'à la dynamique de la vie rurale dans la formulation de politiques.

Food security in sub-Saharan Africa. Stephen Devereux et Simon Maxwell (eds.). 2001. ITDG Publishing. ISBN : 1-85339-523-4. 350 pp. 15.95 £. Contacter ITDG Publishing, 103-105 Southampton Row, Londres WC1B 4HL, R.U. www.itdgpublishing.org.uk

La sécurité alimentaire fait l'objet d'un regain d'attention, comme l'illustre la conférence de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale prévue pour la fin de cette année. Cet intérêt est particulièrement



important pour l'Afrique, où la pauvreté et la faim s'aggravent par rapport à la plupart des autres régions du monde, comme l'explique cet ouvrage. Celui-ci aborde l'évolution de la réflexion sur la sécurité alimentaire, des politiques ciblées et de la planification. Il est aujourd'hui reconnu que la pénurie alimentaire découle davantage de la pauvreté au niveau des ménages que d'une production ou d'une disponibilité insuffisantes. Les politiques et les institutions sont cruciales pour assurer la sécurité alimentaire, et le fait que plusieurs pays ouest-africains aient amélioré considérablement leurs performances en la matière, permet d'être optimiste. Aborder la sécurité alimentaire exige essentiellement d'adopter une approche globale, contrairement aux programmes de soutien de certains donateurs qui mettent l'accent sur une approche sectorielle. La plupart des pays sont désormais mieux préparés à faire face aux catastrophes sur le plan logistique. Il reste toutefois beaucoup à faire. La production alimentaire risque d'être plus incertaine si le changement climatique modifie considérablement les systèmes agricoles et si les conflits



violents restent incontrôlés. La mondialisation et les accords commerciaux présentent aussi des dangers pour les économies plus pauvres et tributaires des importations, tout comme les nouvelles technologies qui risquent de transformer l'agriculture. Bien que le secteur agricole restera décisif en matière de sécurité alimentaire, la pauvreté urbaine est également en hausse, ce qui exige une approche différente. Trouver des solutions efficaces exige de prendre des mesures qui s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité alimentaire chronique et qui doivent s'appuyer sur la maîtrise des moyens d'existence des populations pauvres.

Le Development Gateway a mis au point un site Internet utile consacré à la sécurité alimentaire, doté de fonctions interactives et de données à rechercher par pays :
<http://developmentgateway.org/all-topics>

Agro-Silvo-Pastoral Land Use in Sahelian Villages (Occupation des sols agrosylvopastorale dans les villages sahéliens). Advances in Geoecology 33. L. Stroosnijder et T. van Rheenen (eds.). 2001. Catena Verlag GMBH, Allemagne. ISBN :

3-923381-45-X. 408pp. Contacter Catena Verlag. Fax : +49.6408.64978. Courriel : catenaverl@aol.com

Cet ouvrage apporte une contribution très importante au débat en cours sur l'avenir du Sahel et sur la question de savoir si les peuples de cette région et leurs moyens d'existence peuvent s'adapter à la baisse de la pluviosité couplée d'une pression démographique croissante. La perception courante de nombreux dirigeants et agents de développement est celle d'une région en déclin ininterrompu. La désertification et la dégradation de l'environnement résultant de faibles précipitations et de systèmes inadéquats d'occupation foncière sont jugées irréversibles, condamnant ainsi la région à une pauvreté perpétuelle et à la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

Les résultats de dix années de recherche détaillée au niveau local au Sahel, et particulièrement au Burkina Faso, conduite par l'Université de Wageningen en partenariat avec l'Université de Ouagadougou au sein du programme *Antenne Sahélienne*, remettent en question cette sombre vision. L'étude a cherché à déterminer les conditions dans lesquelles la population rurale est capable et disposée à améliorer la productivité de ses systèmes d'occupation foncière, tout en respectant les principes de l'exploitation durable.

Les résultats de cette étude remettent en cause l'idée généralement acceptée selon



laquelle la base des ressources naturelles du Sahel se trouve en net déclin. Il existe certes des signes graves de dégradation, mais ces derniers sont localisés et non irréversibles. Ils représentent davantage l'exception que la règle. Il ressort toutefois clairement de l'étude que l'environnement sahélien connaît actuellement une évolution constante du fait des changements survenus dans les systèmes d'occupation foncière, qui découlent eux-mêmes de variations en matière de pluviosité et de densités démographiques. Cela est particulièrement flagrant dans la zone soudanaise du Sahel, avec la conversion progressive de terres autrefois forestières en terres agricoles. Aux yeux de certains observateurs, cela constitue un signe de dégradation. Pour d'autres, c'est un signe de développement. Pourtant, la simple conversion de la terre d'une forme d'occupation à une autre ne doit pas automatiquement être interprétée comme un signe de dégradation.

Le potentiel d'intensification agricole face à la croissance démographique et au nombre limité de ressources constitue un autre domaine clé abordé par l'étude. Les résultats des études de cas révèlent que le potentiel d'intensification dans l'ensemble du Sahel est limité dans les dix prochaines années. Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour déterminer où et quand l'intensification s'imposera. L'étude considère également les options qui s'offrent aux paysans dans les

régions où l'intensification agricole ne constitue pas une perspective réaliste ou désirable. Le recours à des cultures différentes, le tourisme ou l'industrie à faibles coûts salariaux sont autant de secteurs timidement avancés pour offrir d'autres opportunités aux populations du Sahel en matière de moyens d'existence.

***Democracy and development in Mali.* R.J. Bingen, D. Robinson et J.M. Staatz (eds.). 2000. Michigan State University Press. ISBN: 0-87013-560-0. 352 pp., \$29.95. 2000. Fax : +1.517.432.2611. En ligne : <http://www.msupress.msu.edu/african/mali.html>**

Cet ouvrage consiste en une série de contributions présentées pour la première fois à l'occasion du symposium sur la démocratie et le développement au Mali, qui s'est tenu en 1998 à l'Université du Michigan. Il présente les résultats de recherche de ces 20 dernières années, abordant un vaste éventail de sujets, depuis le contexte culturel et historique jusqu'à l'innovation politique, en passant par la réforme économique et agricole.



***Associational Life in African Cities: Popular Responses to the Urban Crisis.* Arne Tostensen, Inge Tvedten et Mariken Vaa (eds.). 2001. Institut nordique pour l'Afrique, Uppsala, Suède. 24,95 \$. Contacter le Nordic Africa Institute, PO Box 1703, SE-751 47 Uppsala, Suède. Courriel : order@city.akademibokhandeln.se. En ligne : <http://www.nai.uu.se/webbshop/ShopGB>**

L'Afrique est l'une des régions les moins urbanisées du monde, mais ses villes croissent plus vite que nulle part ailleurs. Ces forts taux sont généralement, et parfois à tort, attribués à l'arrivée de migrants ruraux, bien que des études révèlent qu'ils sont en moyenne dus aux deux tiers à la croissance naturelle (de nombreux migrants étant jeunes) ou à l'évolution des frontières urbaines. Les gouvernements nationaux ont jugé cette évolution très problématique mais y ont rarement répondu par des mesures adaptées. La plupart des villes africaines sont désormais en crise et présentent des services défaillants, des structures d'administration insuffisantes, des pénuries de logements et d'emplois, de graves problèmes écologiques, ainsi qu'une pauvreté généralisée et des inégalités croissantes. De nombreux chercheurs estiment que cela découle principalement des dysfonctionnements des pouvoirs publics, notamment l'insuffisance des structures institutionnelles



et juridiques et/ou la corruption.

Le livre offre une riche perspective intérieure sur la multitude d'associations qui sont nées dans les grandes villes africaines au cours des récentes années. Le terme « associations » désigne aussi bien des réseaux de quartiers non officiels que des ONG bien établies à l'échelle d'une ville entière. Il se peut que les gens se réunissent pour répondre à un besoin collectif ou parce qu'ils se sentent liés par un lieu d'origine, une idéologie ou la religion. Les associations peuvent jouer un rôle important dans la création d'une nouvelle identité urbaine en devenant un moteur d'intégration. L'ouvrage explique comment le déclin économique, la dévalorisation du rôle de l'Etat, et les dysfonctionnements des infrastructures et des services, ont entraîné la recrudescence des associations urbaines et le renforcement des réseaux. L'assistance mutuelle aide à soulager la pauvreté, mais peut aussi devenir une ressource productive, du fait qu'elle se trouve souvent au cœur de vastes réseaux informels d'échange commerciaux qui s'étendent sur toute l'Afrique. La solidité des associations ainsi que leur capacité de prestation dépendent en grande partie de la qualité de leurs leaders, de leurs méthodes de travail internes (telles que la comptabilité et la transparence), de même que d'une relation bien définie avec les structures gouvernementales.

Cow up a tree. Knowing and learning for change in agriculture. Case studies from industrialised countries. M Cerf et al. (eds.). INRA Editions, Versailles, France. ISBN : 2-7380-0929-8. 492pp. Fax : +33.1.3083.3449

Les auteurs ayant contribué à cet ouvrage soutiennent que nous devons comprendre et changer notre manière d'apprendre. L'ouvrage présente des études de cas issues de dix pays du Nord afin d'examiner les façons dont les connaissances sont créées et les pratiques adaptées. Les chercheurs préconisent vivement de ne plus se contenter de la théorie, mais d'agir réellement en s'impliquant sur le terrain. La recherche et la réflexion collectives avec des acteurs de divers horizons peuvent engendrer des idées innovantes et bousculer la routine. La « pensée latérale » offre de nombreux avantages en aidant les chercheurs et les intervenants à identifier de nouvelles possibilités – « *Oh! Comment ne l'ai-je pas vu plus tôt ?* » – est une réaction courante devant une façon innovatrice de traiter ce qui



paraissait jusqu'alors un problème inabordable. Cet ouvrage esquisse quelques façons de libérer notre réflexion sur les problèmes, en vue de trouver des solutions nouvelles.

Dynamics and diversity: Soil fertility and farming livelihoods in Africa. Ian Scoones (ed.). 2001. Earthscan. ISBN : 1-85383-820-9. 244 pp. 16,95 \$. Contacter Earthscan Publications Ltd, 120 Pentonville Road, Londres N1 9JN, R.U. Fax : +44 207 278 1142. Earthinfo@earthscan.co.uk. En ligne : <http://www.earthscan.co.uk>

La gestion des sols africains figure parmi les grands défis auxquels sont confrontées l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ruraux sur ce continent. Gouvernements, chercheurs et organismes d'aide supposent tous que les sols sont dégradés à grande échelle et que les paysans contribuent à cette dégradation par une mise en culture excessive et diverses pratiques agricoles dépassées. Un examen plus détaillé révèle toutefois que les sols sont souvent gérés de façon très sophistiquée, les paysans cherchant à transférer les éléments nutritifs entre parcelles agricoles de potentiel faible et élevé, alors qu'ils utilisent le paysage et sa topographie pour améliorer la productivité globale de leurs exploitations.

Le paysan moyen n'existe pas, il s'agit au contraire d'un vaste éventail de familles exploitantes dont les priorités et les stratégies varient. Le statut socio-économique ainsi que l'accès aux ressources sont d'importants facteurs qui déterminent les pratiques agricoles et la mesure dans laquelle les sols peuvent être maintenus en bon état. Les paysans



s'impliquent également dans une multitude d'activités autres, si bien que leur investissement en temps et en effort sur l'exploitation doit être jugé par rapport aux avantages qui peuvent être obtenus de la migration et des revenus extra-agricoles.

Cet ouvrage détaillé et bien argumenté s'appuie sur un bilan comparatif d'études de cas réalisées dans des exploitations agricoles en Ethiopie, au Mali et au Zimbabwe. Il compare les écrits sur la fertilité des sols, ainsi que les politiques qu'ils ont engendrées, aux pratiques locales dans les exploitations. L'ouvrage préconise une compréhension historique de la façon dont les environnements et les systèmes agricoles changent face à diverses pressions, notamment l'évolution de l'accès aux marchés, ainsi que les changements juridiques et politiques. Il conclut par une vision d'avenir qui soutient les processus locaux, veille aux structures institutionnelles et politiques, et recadre les questions de la fertilité des sols par rapport à l'ensemble des moyens d'existence du monde rural. La lecture de ce livre s'impose à tous ceux qui s'intéressent non seulement au développement agricole et rural, mais aussi à la façon dont les idées se consolident, et qui ressentent le besoin de contester les opinions reçues.

***Seed Provision and Agricultural Development: The Institutions of Rural Change.* Rob Tripp. 2001. Overseas**

Development Institute. ISBN : 0-85255-420-6-192. 14,95 £. Contacter l'ODI : 111 Westminster Bridge Road, Londres SE1 7JD, R.U. Fax : +44.207.922.0399. Courriel : publications@odi.org.uk. En ligne : <http://www.odi.org.uk/publications/order.html>

Nombre de controverses actuelles concernant la mondialisation, la protection de la propriété intellectuelle, la biotechnologie et l'avenir de l'agriculture se jouent autour de l'approvisionnement en semences. Cet ouvrage offre une vision détaillée des points forts et des faiblesses de la gestion des semences dans les systèmes agricoles traditionnels, retrace l'historique de la phytogénétique officielle et des origines du commerce des semences, tout en examinant les filières contemporaines des pays industrialisés et en développement dans ce secteur. L'ouvrage décrit également les principaux types d'interventions dans les systèmes de semences des pays en développement et explique pourquoi beaucoup d'entre elles ont échoué. Des exemples sont tirés de recherches menées en Asie, en Afrique et en Amérique latine, ainsi que d'une vaste analyse des écrits sur le sujet. Le résultat est un tableau complet de l'approvisionnement en semences qui permet au lecteur de dépasser les idées simplistes dominant les débats en matière de développement agricole.

Ressources sur le pastoralisme

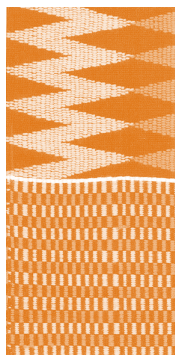
Eldis (« la porte d'entrée de l'information sur le développement ») collabore avec l'Institut des Etudes sur le Développement (Institute of Development Studies) pour créer un centre de ressources basé sur Internet et relatif au pastoralisme, comprenant :

- d'importants articles destinés aux décideurs politiques, aux ONG, aux universitaires et chercheurs ;
- une liste de projets récents et en cours relatifs au pastoralisme ;
- une base de données complète de chercheurs, d'ONG, et d'universitaires travaillant sur le pastoralisme ;
- un forum de discussion interactif pour communiquer de façon plus large avec les personnes impliquées dans ces questions pastorales ;
- la possibilité de faire des recherches en ligne grâce à une base de données de matériaux relatifs au pastoralisme.

Site Internet : <http://www.ids.ac.uk/eldis/pastoralism/>. Pour plus d'informations, veuillez contacter Marc Theuss. Fax : +44 1273 621 202. Courriel : m.theuss@ids.ac.uk

Développement franglais

Un programme de travail sur l'Afrique de l'Ouest rurale, conjointement financé par les gouvernements britanniques et français, a



soutenu un certain nombre d'études sur le renforcement des liens entre la recherche agricole, l'extension et les organisations de producteurs ; le foncier et l'accès aux ressources naturelles; et les politiques dans le secteur de la production de cacao. Chaque étude analyse les problèmes et les tendances actuels, et identifie les initiatives politiques

politiques nationales et sub-régionales. Elles présentent aussi quelques enseignements en matière de renforcement des capacités dans la région ainsi qu'une réflexion sur les concepts et approches utilisés par les spécialistes anglophones et francophones concernant les stratégies de développement rural.

Franco-British-West African research and policy initiatives in West Africa : Relevance to rural development policies. Veuillez contacter Karim Hussein à l'ODI (k.hussein@odi.org.uk) ou visitez www.odi.org.uk/publications/franco_british_westafrican.html

Ressources d'appropriation commune

L'Association internationale d'étude de la propriété collective (IASCP) se réunira à l'occasion de la 9^e conférence biennale, aux

Chutes Victoria, Zimbabwe, du 17 au 21 juin 2002. Le thème principal sera « *La cogestion des ressources communes à l'ère de la mondialisation* ». Pour de plus amples informations, veuillez écrire à iascp@cass.org.zw

Les PPP ont-ils du bon ?

Les Partenariats Public-Privé (*Public-private partnerships* ou *PPP*) sont largement considérés comme le moyen de combiner le meilleur des secteurs public et privé. Que ce soit à Londres, à Buenos Aires, à Accra ou à Dakar, les services publics comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, et les transports sont vendus dans des termes variés au secteur privé. Les parties en faveur d'une telle démarche disent que cela permet d'apporter de nouveaux savoir-faire, ainsi qu'une attitude plus orientée vers le client; ceux qui sont contre, en revanche, soutiennent que de tels PPP risquent d'échapper à la responsabilité publique et ignorer les besoins des groupes plus pauvres qui ne peuvent s'offrir les services à coûts plus élevés ainsi proposés.

Insights offre un intéressant résumé de l'expérience dans le secteur d'approvisionnement domestique en eau ainsi qu'une liste de sites Internet à visiter pour plus d'informations. *Pour recevoir le bulletin gratuit par courriel, envoyez un message à lyris@lyris.ac.uk. Vous pouvez aussi retrouver Insights sur www.id21.org*



est publié par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)
3 Endsleigh Street,
Londres WC1H 0DD, R.U.
Te : (+44 20) 7388 2117
Fax : (+44 20) 7388 2826
Courriel : drylands@iied.org
<http://www.iied.org>

Comité éditorial:

Ced Hesse
Thea Hillorst
Judy Longbottom
Nicole Kenton
Michael Ochieng Odhiambo
Camilla Toulmin
Bara Guèye
Christèle Riou

Traduction: Claude Karniff
Production: Bridget Tisdall
Impression: Russell Press,
Nottingham

Haramata est reconnaissant du soutien financier du Ministère danois des Affaires Etrangères



ISSN 0964-6973

IIED est une association à but non lucratif dont le N^o d'enregistrement est 800066.

Nouveaux riz pour l'Afrique

La consommation de riz en Afrique de l'Ouest continue d'augmenter de façon spectaculaire, augmentation en partie liée à la croissance démographique et à la demande accrue de la part des consommateurs. La production locale n'augmente pas assez vite pour satisfaire la demande. Ainsi, la région importe actuellement environ la moitié de ses besoins, soit 3.5 millions de tonnes, à un coût approchant le milliard de dollars.

Néanmoins, les perspectives de l'autosuffisance en riz semblent aujourd'hui être beaucoup plus positives. Durant les dernières années, l'Association pour le développement du riz en Afrique de l'Ouest (*West Africa Rice Development Association ou WARDA*) a développé une famille de nouvelles variétés – connues sous le nom de NERICA – qui sont mieux adaptées aux conditions régnant en Afrique de l'Ouest. Ce succès prouve que la biotechnologie peut être très bénéfique là où les financements publics sont mis au service des intérêts et des besoins des petits exploitants.

WARDA a réussi la difficile tâche consistant à croiser le riz africain (*Oryza glaberrima*) avec les variétés asiatiques (*O. sativa*). Les scientifiques ont aujourd'hui réalisé environ 3.000 nouvelles lignées de riz résultant du croisement, du rétro-croisement et de sélections des meilleurs plants obtenus. Ces riz partagent de nombreuses caractéristiques avec leurs ancêtres africains. Ils se cultivent aisément dans des conditions de sécheresse et dans les hautes

terres, et leur croissance précoce ne laisse pas de place aux mauvaises herbes. Ils résistent très bien aux maladies et aux insectes nuisibles locaux, et tolèrent le manque d'engrais et la toxicité minérale. En outre, ils prennent au fur et à mesure de leur maturité certaines caractéristiques de leurs ancêtres asiatiques, produisant des feuilles plus droites et des panicules qui ne versent pas. Ils sont également prêts à être récoltés en 90 – 100 jours, soit 30 à 50 jours plus tôt que pour les autres variétés courantes. Avec des apports peu élevés, leur rendement peut aller jusqu'à 3 tonnes par hectare et jusqu'à 5 tonnes avec des apports élevés (le rendement moyen actuel dans la région est à peine au-dessus d'une tonne).

WARDA a brillamment combiné la science biotechnologique avec une approche offrant un rôle central à la participation des agriculteurs. Etant donné la grande diversité des écologies africaines, l'approche traditionnelle de la vulgarisation « du sommet vers la base » est inappropriée. Les agriculteurs mènent leurs propres essais dans dix-sept pays sur plus de 300 des nouvelles lignées.

WARDA et d'autres ont développé une stratégie permettant d'impliquer les agriculteurs dans la sélection et l'évaluation des variétés. Leurs observations sont ainsi transmises aux créateurs de ces variétés. L'approvisionnement en semences étant souvent un problème majeur, un système a été organisé au niveau de la communauté, inspiré par les pratiques que les agriculteurs utilisent pour conserver les graines. L'expansion de ces variétés a été rapide avec 8.000 hectares plantés en Guinée en 1997 et 90.000 en 2000. Des projets sont actuellement en cours pour distribuer ces semences dans toute la région.

Haramata tient à remercier Gordon Conway et Toon Defoer pour leur contribution à la préparation de cet article.

Pour plus d'informations, veuillez contacter WARDA, 01 BP 2551, Bouaké 01, Côte d'Ivoire. Tel : +225.31.634514. Courriel : WARDA@cgiar.org. Site Internet : <http://www.cgiar.org/warda>



Récolte du riz